

Affaire Anas Bennis Réunion du Collectif « Justice pour Anas »

Plus d'un an après cette fusillade policière, le mystère demeure entier et la famille Bennis est toujours à la recherche des réponses de base à propos de la mort d'Anas. Ni la police ni la Couronne ne leur ont fourni des explications adéquates ou significatives au sujet de l'événement ; la famille Bennis a plutôt été traitée avec arrogance et mépris.

Afin que le voile soit levé sur ce drame, le « Collectif Justice pour Anas », formé à l'initiative de la famille Bennis, a formulé trois revendications principales:

1) que le secret entourant ce dossier soit brisé, et que la police, la toute la preuve, tous les rapports et tous les documents reliés à la mort d'Anas; 2) qu'une enquête publique et indépendante soit menée au sujet de la mort d'Anas; 3) l'arrêt du profilage racial.

Aucun progrès n'ayant été enregistré depuis la manifestation commémorative du 1er décembre 2006, le collectif tenait une réunion le dimanche 7 janvier à Montréal afin d'étudier les moyens de poursuivre son action à la recherche de la vérité durant l'année 2007

Projet Montréal demande qu'enfin, la lumière soit faite

Profitant d'une récente période des questions des élus au conseil municipal Richard Bergeron a demandé à Claude Dauphin, chargé de la sécurité publique au comité exécutif de la ville, de rendre public le rapport de police rédigé immédiatement après qu'un jeune Marocain d'origine, Mohamed Anas Bennis, ait été abattu de deux coups de feu. « Plus d'un an après ce triste événement, la famille de Mohamed Anas Bennis, les communautés maghrébines et arabo-musulmane montréalaises, tout comme l'ensemble de la population ont le droit de savoir ce qui s'est réellement passé le 1er décembre 2005, au petit matin, rue Kent, dans le quartier Côte-des-Neiges. Il en va de l'harmonie à ce jour exemplaire mais néanmoins toujours fragile entre communautés, entre religions et entre cultures à Montréal » de dire M.

Bergeron. Rappelons que, selon la version officielle du Service de police de la Ville de Montréal, le SPVM, Anas Bennis aurait sans motif poignardé un policier, lequel aurait répliqué en ouvrant le feu sur lui. On comprendra que cette version des faits soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. Prenant la parole en lieu et place de Claude Dauphin, absent du conseil, Marcel Tremblay, responsable au comité exécutif des relations avec les citoyens, a répondu que la famille devait s'adresser au ministère de la Sécurité publique. Or, le rapport demandé par la famille Bennis est celui qui fut rédigé par les deux policiers impliqués du SPVM, poste 25, dans le quartier Côte-des-Neiges, rapport que Monsieur Dauphin a toute autorité de rendre public.

Certificats de sécurité

Trois détenus en grève de la faim depuis plus d'un mois

Mohamed Mahjoub, Hassan Almrei et Mahmaoud Jaballah tous trois détenus en vertu de certificats de sécurité, sont en grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention au Centre de surveillance de l'immigration de Kingston

(CSIK), rebaptisé le « Guantanamo du Nord ». Mohammad Mahjoub en est à 46 jours sans nourriture alors que Hassan Almrei et Mahmoud Jaballah en sont à 35 jours.

Cette situation, qui met gravement en danger la santé et la vie de trois

personnes, ne semble pas émouvoir les autorités compétentes. En date du 8 janvier, le gouvernement continuait de se refuser à tout dialogue et à toute rencontre avec les grévistes. Ces derniers viennent en conséquence de rendre publique une lettre

ouverte à l'opinion publique dont nous publions ci-contre de larges extraits.

Plus d'informations :
Campagne pour la fin des procès secrets au Canada
tél. : 1 416 651 5800

Lettre ouverte au peuple canadien

Lettre ouverte au peuple canadien guérir nos plaies ! »

Par Mohamed Mahjoub, Hassan Almrei et Mahmaoud Jaballah

« Nous vous écrivons aujourd'hui parce que le gouvernement du Canada refuse de nous parler. Nous sommes trois hommes musulmans et sommes détenus en vertu d'un certificat de sécurité, sans accusation depuis de 5 à 6 ans et demi, et ce, sans avoir bénéficié d'une libération sous caution. (...)

Nous sommes détenus dans un endroit qui se nomme le Centre de surveillance de l'immigration de Kingston (CSIK), qui se trouve sur le terrain du pénitencier de Millhaven. Certaines personnes ont rebaptisé cet endroit le « Guantanamo du Nord ». Comme les captifs de la prison de Guantanamo à Cuba, nous sommes détenus indéfiniment. Cela constitue une forme de torture psychologique qui est quasi inimaginable. Nous ne savons pas à quel moment, ni même, si un jour nous en serons relâchés.

Nous avons encore plusieurs mois, voire plusieurs années, de prison devant nous, en attendant que nos dossiers cheminent à travers les différentes procédures judiciaires. (...)

Au delà du tolérable !
Mais il y a cependant une limite à ce que des êtres humains peuvent tolérer. Au-delà de celle-ci, les voix se lèvent et les gens se tournent vers des actes de dénonciation pacifique. Nous sommes présentement en grève de la faim (nous ingérons uniquement des liquides pour protester contre nos conditions de détention. Pour Mohammad Mahjoub, ça fait 45 jours. Pour Mahmoud Jaballah et Hassan Almrei, ça fait 34

jours. Nous ne voulions pas être en grève de la faim. C'est une expérience difficile pour nous et nos familles, mais c'est notre seule voie.

Lorsque nous étions détenus à Toronto, il y a eu plusieurs grèves de la faim pour protester contre nos conditions de détention. À cause de cela, la nouvelle prison à Millhaven a été construite, ce qui a fait en sorte que nous soyons maintenant à trois heures de route de nos proches. Plusieurs promesses - telles que la mise en place de programmes de formation et d'une bibliothèque - n'ont pas été remplies. Nous n'avons pas les mêmes droits que les criminels condamnés, comme les visites privées avec nos familles. Et maintenant, comble de malheur, on nous refuse l'accès aux soins médicaux. (...)

Droits élémentaires
Nos revendications sont très simples.

- Nous demandons qu'un surveillant soit à nos côtés pour tous nos déplacements dans l'établissement. Ceci est particulièrement important pour nos allées et venues entre l'unité de vie et l'autre pavillon, et lorsque nous allons à l'édifice Millhaven pour nos soins de santé. Sans la présence de ce surveillant, un gardien pourrait formuler de fausses accusations à notre égard. Comme nous l'avons trop souvent constaté ici, lorsque notre parole est confrontée à celle d'un gardien, le personnel prend la défense du gardien. Dans le cas où nous ne serions pas accompagnés par un surveillant dans nos déplacements vers l'édifice

administratif, les soins médicaux doivent être prodigués dans l'unité de vie même. Nous n'avons pas refusé l'offre de soins médicaux. (...)

- Nous aimerions pouvoir contacter les médias sans que les gardiens soient présents pendant les entrevues. À Metro West, nous avions un accès privé aux médias, et ce, sans nécessiter la permission de la prison.

- Nous voulons que le décompte quotidien des prisonniers cesse. Nous ne sommes que trois détenus, et cet exercice est humiliant et inutile.

- Nous aimerions utiliser des cartes d'appel pour contacter nos familles à l'étranger. Le KIH nous oblige à utiliser le plan interurbain le plus dispendieux, celui que nos familles n'arrivent pas à s'offrir parce qu'elles vivent de l'assistance sociale. Puisque nos appels sont de toute façon surveillés, il est absurde que nous ne puissions utiliser des cartes d'appel moins chères.

- Nous voulons les mêmes droits que les autres détenus fédéraux : l'accès à une bibliothèque, la possibilité de suivre un programme de formation ainsi que des visites privées avec nos familles. - Notre « cour » est un petit coin de béton. Trois mètres plus loin, il y a un grand espace vert, mais nous ne pouvons pas en profiter. Il est présentement entouré de deux clôtures, et personne ne l'utilise. Il n'y a aucune raison qui justifie le fait de nous empêcher de profiter de cet espace l'extérieur. Parce que les désagréments persistent ici, nous nous voyons dans l'oblig-

ation d'aller à la racine du problème : l'absence d'un corps indépendant ou d'un médiateur neutre et l'absence de traduction lors des réunions avec le personnel (l'anglais n'est pas notre langue maternelle). Toutes nos plaintes au sujet du personnel sont traitées par le personnel lui-même. Ces personnes ne sont pas objectives et par conséquent nos plaintes sont toujours rejetées, sans possibilité de faire appel. C'est une injustice. Il n'y a pas non plus d'ombudsman avec lequel nous pourrions parler. On nous a dit de faire parvenir nos plaintes à la Croix Rouge, mais nous n'avons pas le droit de les appeler. (...)

Comme des êtres humains !
Finalement, ce que nous voulons, c'est d'être traités comme des humains. Tous les êtres humains ont des droits. Nous désirons retrouver nos proches, mais en attendant ce moment, nous désirons vivre avec dignité, même ici, au Guantanamo Nord. Il n'y a aucun motif lié à la sécurité pour lequel cela ne peut être possible. (...)
Contactez vos députés, écrivez aux journaux et appelez Stockwell Day pour lui demander de régler les problèmes au KIH. La douleur que nous ressentons à cause de cette longue grève de la faim est aussi vécue par nos familles et nos amis. Tous se préoccupent vivement de notre état de santé. Les procès secrets, comme ceux que nous subissons, blessent la démocratie canadienne. Il n'y a que la justice qui pourra guérir les plaies.»